

Densification rurale et structures spatiales du peuplement à Madagascar : quelle place pour les migrations ?

Andonirina RAKOTONARIVO

Cécile MARTIGNAC

Bénédicte GASTINEAU

Zo Lalaina RAMIALISON

Le premier Objectif du millénaire pour le développement est de réduire la pauvreté et la faim. Il se décline en trois volets : premièrement, réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ; deuxièmement, assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif ; troisièmement, réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Madagascar, pays dont la population est encore à environ 75 % rurale ne pourra atteindre ces objectifs sans des changements significatifs dans l'organisation de sa production, de sa population et de son espace agricoles. En effet, le milieu rural malgache souffre actuellement de ce que des chercheurs ont nommé une « impasse démo-économique » (APB CONSULTING, 2007 ; DABAT *et al.*, 2008). Cette impasse se caractérise par des densités de population qui augmentent rapidement dans certaines zones rurales et des superficies agricoles par ménage qui diminuent au point que les jeunes

ruraux ne peuvent espérer vivre de l'agriculture. Parmi les sorties d'impasse possibles, plusieurs ont déjà été documentées et étudiées : il s'agit principalement de l'innovation agricole et de l'intégration de l'agriculture aux marchés extérieurs.

Nous proposons dans ce chapitre d'étudier une autre issue possible, à savoir la migration interne. Le territoire malgache se distingue par des inégalités spatiales très fortes qui opposent des espaces surpeuplés à des espaces vides. On peut donc s'interroger sur la migration comme moyen de réduire la pression démographique et le sous-emploi agricole dans certaines régions et parallèlement comme moyen de mettre en culture des espaces aujourd'hui vierges faute d'exploitants agricoles. La migration pourrait être alors une des composantes de la sortie de l'impasse démo-économique. Une meilleure occupation de l'espace rural et donc agricole pourrait aussi contribuer à la réalisation des Objectifs du millénaire en permettant une croissance de la production agricole, une réduction du sous-emploi et donc de la pauvreté de la population rurale.

Après un rappel de l'histoire du peuplement de Madagascar qui permet d'expliquer les fortes inégalités d'occupation de l'espace que nous observons aujourd'hui, nous examinerons la situation de deux communes (Ambatolampy et Tsiroanomandidy) qui connaissent déjà des changements notables dans la relation entre densité de population, espace et activités agricoles. Ces deux exemples ne sont pas représentatifs de l'ensemble des situations observées à Madagascar, mais ils permettront d'alimenter notre réflexion sur la réalisation du premier OMD à Madagascar.

Histoire du peuplement

La connaissance de l'histoire de Madagascar et particulièrement celle de son peuplement est loin d'être aboutie. Toutefois, il est établi que la Grande Île est un bloc détaché de l'ancien continent Gondwana, une île initialement vide d'hommes. Le peuplement de Madagascar résulte exclusivement de vagues de migration qui se sont succédé probablement depuis le début de notre ère (RAMIANDRASOA, 1975). Les premiers habitants peuplent uniquement les zones côtières à partir de points d'entrée Nord et Nord-Ouest (fig. 58). Jusqu'au IX^e siècle, le peuplement reste d'ailleurs côtier, il concerne presque l'ensemble du littoral de l'île à l'exception d'une partie du Sud. C'est entre les IX^e et XII^e siècles que l'on situe les premières intrusions vers les Hautes Terres. Les raisons de ces déplacements vers le centre de l'île demeurent encore aujourd'hui inexpliquées, tout comme l'important accroissement démographique qui a suivi. Des hypothèses sont toutefois énoncées : « [...] situation de refuge où se seraient terrés des groupes rejetés de la côte méprisés des autres habitants de l'île, climat plus sain grâce à l'altitude qui aurait permis un rapide accroissement démographique ; orientation exclusive des habitants des Hautes Terres vers la culture du riz de bas-fonds » (RAISON, 1984).

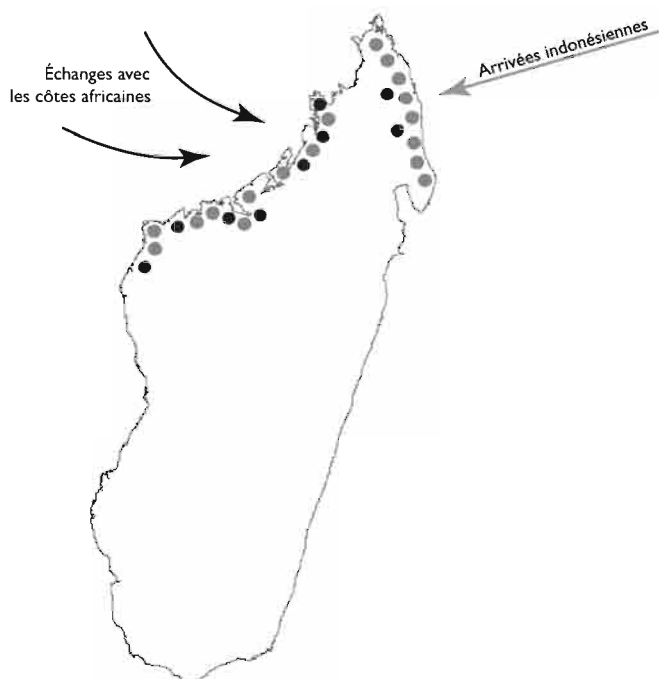


Fig. 58

Les points d'entrée historique de la population à Madagascar.

Source : Atlas historique du peuplement de Madagascar, RAMIANDRASOA (1975).

L'installation des populations sur les Hautes Terres centrales puis la dynamique de densification, beaucoup plus importante que sur les noyaux de peuplement côtiers, apparaissent paradoxales. En effet, les potentialités de mise en valeur offertes par les Hautes Terres semblent dans un premier temps moins importantes que celles des côtes. Toutefois, les Merina – ethnie majoritaire sur les Hautes Terres – ont su constituer une société plus organisée et techniquement plus avancée que les autres ethnies de l'île : « Dans la deuxième moitié du xviii^e et malgré les troubles, l'Imerina de ce temps était un pays remarquablement industriel et évolué, fort en avance sur tout le reste de l'île » (RAISON, 1984). Cette relative précellence merina est sans conteste un important facteur de densification et de croissance démographique.

Au début du xviii^e siècle, l'organisation spatiale du peuplement de la Grande Île peut être sommairement divisée en trois grands types d'espaces (fig. 59). Il y a tout d'abord un centre – les Hautes Terres – densément peuplé par une population d'origine dominante asiatique (malayo-polynésienne). Il y a ensuite un littoral inégalement occupé avec localement des noyaux de peuplement denses d'origine arabe (côte est), indonésienne et africaine (côte ouest). Il y a enfin des espaces intermédiaires « vides d'hommes » ou du moins très faiblement peuplés.

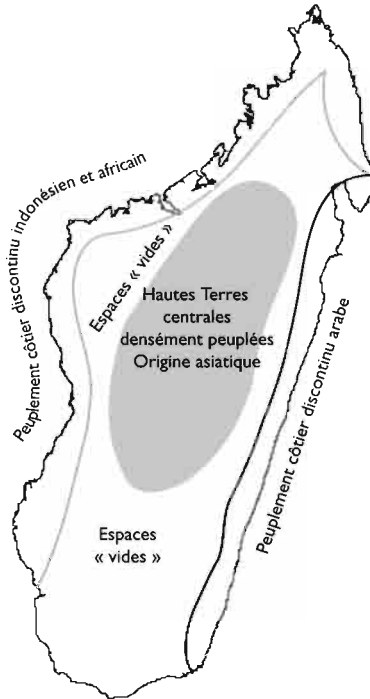


Fig. 59

Organisation schématique du peuplement au XVIII^e siècle.

Source : Atlas historique du peuplement de Madagascar, RAMIANDRASOA (1975).

Cette structure spatiale du peuplement s'est trouvée ensuite renforcée par l'histoire. Sur les Hautes Terres, les monarques merina ont mené des politiques d'expansion de leur royaume. Tout d'abord, Andrianampoinimerina (1787-1810) a tenté de construire un État fort, capable de gérer politiquement, socialement et économiquement son royaume, royaume qu'il souhaitait élargir jusqu'à la mer. Il avait comme devise « *Ny ranomasina no valam-parihiko* », c'est-à-dire « la mer est la limite de ma rizière ». Il a fondé essentiellement son action unificatrice et centralisatrice sur l'amélioration de la productivité agricole, permise par d'importants travaux d'aménagement des plaines rizicoles, capables de nourrir correctement l'ensemble de ses administrés et de permettre une dynamique de densification rapide du peuplement sur les Hautes Terres. Ensuite le roi Radama (1810-1828), fort de l'unité construite par Andrianampoinimerina, a entrepris une politique d'expansion du royaume merina. Ces politiques successives ont conforté la supériorité politique des Hautes Terres qui concentrent alors l'essentiel de la population. Au XIX^e siècle, les Hautes Terres ont connu une forte augmentation des densités de population, sans toutefois que cela suscite des courants d'émigration : « Dès le XIX^e, l'expansion politique merina pouvait sembler une réponse à une situation démographique devenue périlleuse, or cet intense mouvement d'émigration ne s'est pas produit : l'essentiel de la population des Hautes Terres n'a pas quitté le pays. De loin la plus grande part des migrations de popu-

lation s'est effectuée à l'intérieur de la région même, malgré une croissance démographique plus grande qu'en aucune autre partie de l'île » (RAISON, 1984).

Sur le littoral, sous le règne du roi Radama (1810-1828) puis celui de la reine Ranavalona I (1828-1861), on assiste à une modification de l'organisation de l'espace rural, conséquence d'un mouvement d'expansion du royaume merina. Des voies de communication destinées au contrôle du territoire du point de vue économique et politique sont construites, des terres sont attribuées aux colons, des migrations importantes sont observées vers les ports conquis par le pouvoir royal (Majunga, Foulpointe, Fort Dauphin)¹⁵⁵.

À cette dynamique d'expansion se surperpose la politique française commerciale puis coloniale (1896-1960), politique qui repose sur la mise en valeur agricole basée sur les cultures dites de « rente » telles que la canne à sucre, le cacao, la cannelle, la vanille, le girofle, le café et les huiles essentielles. Ces cultures tropicales destinées à l'exportation sont pratiquées sur les côtes chaudes et humides et préférentiellement à proximité des ports aménagés. Les produits sont embarqués dans les ports de premier rang : Tamatave, Diego Suarez et Nosy-Be¹⁵⁶,

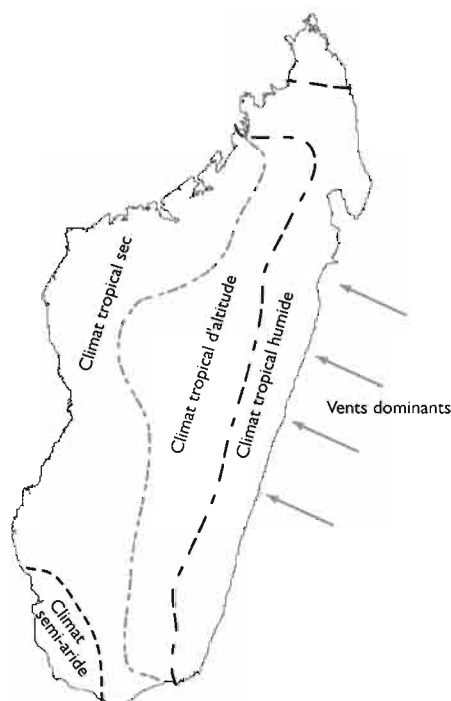


Fig. 60

Zonage climatique schématique de l'île.

Source : Atlas historique du peuplement de Madagascar, RAMIANDRASOA (1975).

¹⁵⁵. Le port de Majunga se situe dans la région du Boeny, celui de Foulpointe dans la région d'Atsinanana et celui de Fort Dauphin dans la région d'Anosy (se référer à la carte en début d'ouvrage).

¹⁵⁶. Le port de Tamatave se situe dans la région d'Atsinanana, ceux de Diego Suarez et de Nosy Be dans la région de Diana (se référer à la carte en début d'ouvrage).

fréquentés par les navires long-courriers, points de départ vers la métropole. Un réseau de 14 ports secondaires (dont Mananjary, Majunga, Farafangana)¹⁵⁷ permet l'évacuation des produits collectés localement vers les ports principaux. Les moyens importants octroyés au développement des cultures industrielles d'exportation ont renforcé les noyaux de peuplement préexistants et favorisé ainsi l'affirmation de la structure côtière du peuplement. Cette densification littorale est caractérisée par une très large asymétrie Est/Ouest, schématiquement calquée sur le zonage climatique de l'île dans lequel les côtes ouest et nord-est constituent des secteurs propices aux cultures de rente (fig. 60).

Croissance démographique et persistance des inégalités spatiales aux xx^e et xxi^e siècles

La population malgache est estimée à un peu plus de 2 millions en 1900 (GASTINEAU et RAKOTOSON, 2006). Au cours de la première moitié du xx^e siècle, elle croît lentement pour atteindre 4 230 000 en 1950 (RAZAFIMANJATO *et al.*, 2001). La croissance est nettement plus rapide après 1950. En 2000, on compte plus de 15 millions de Malgaches, soit un taux de croissance annuel de 2,8 % (INSTAT, 2008). Cette croissance démographique résulte d'une baisse de la mortalité alors que la fécondité se maintient à un niveau élevé. Malgré une augmentation rapide de l'effectif de la population, la densité reste faible. À la fin du xix^e siècle, la densité est inférieure à 5 hab./km². Au moment de l'Indépendance, elle est d'environ 10 hab./km². La densité était estimée à 21 hab./km² en 1993 (INSTAT, 1997 a) et à 26 en 2000 (INSTAT, 2008).

La croissance démographique n'a pas bouleversé l'organisation spatiale du peuplement. Le déséquilibre dans la répartition de la population observé au xix^e siècle se maintient tout au long du xx^e siècle. Les provinces d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Toamasina connaissent les densités les plus fortes (tabl. 53). Les moyennes par province masquent de très fortes inégalités intra-provinciales. Des concentrations pouvant aller jusqu'à 120 hab./km² sont enregistrées dans la partie orientale des Hautes Terres centrales, régions d'occupation ancienne, présentant des vastes plaines rizicoles (APB CONSULTING, 2007). Dans les provinces occidentales, il y a aussi de fortes disparités. Les populations dans ces régions se concentrent dans quelques centres urbains (Majunga, Morondava...) et autour de certains grands périmètres rizicoles irrigués, comme la plaine de Dabara dans le Sud-Ouest, ou celle de Marovoay dans le Nord-Ouest. À l'inverse, dans certains grands espaces de l'Ouest, on observe encore des densités inférieures à 5 hab./km² (fig. 61).

157. Les ports de Mananjary, Majunga et Farafanga se situent respectivement dans les régions de Vatovavy Fitovinany, de Boeny et d'Atsimo Atsinanana (se référer à la carte en début d'ouvrage).

Tableau 53
Évolution de la densité de la population malgache par province de résidence

Province	1960	1975	1993	Évolution 1960-1993 (croissance en %)
Antananarivo	22,0	37,2	61,8	180,9
Fianarantsoa	13,0	17,6	24,9	91,5
Toamasina	12,0	16,4	27,7	130,8
Mahajanga	4,0	5,5	9,1	127,5
Toliary	5,0	6,4	11,0	120,0
Antsiranana	9,0	13,9	22,0	144,4
Ensemble	9,5	13,0	20,8	118,9

Sources : SAUVY, 1962 ; INSTAT, 1997 a.

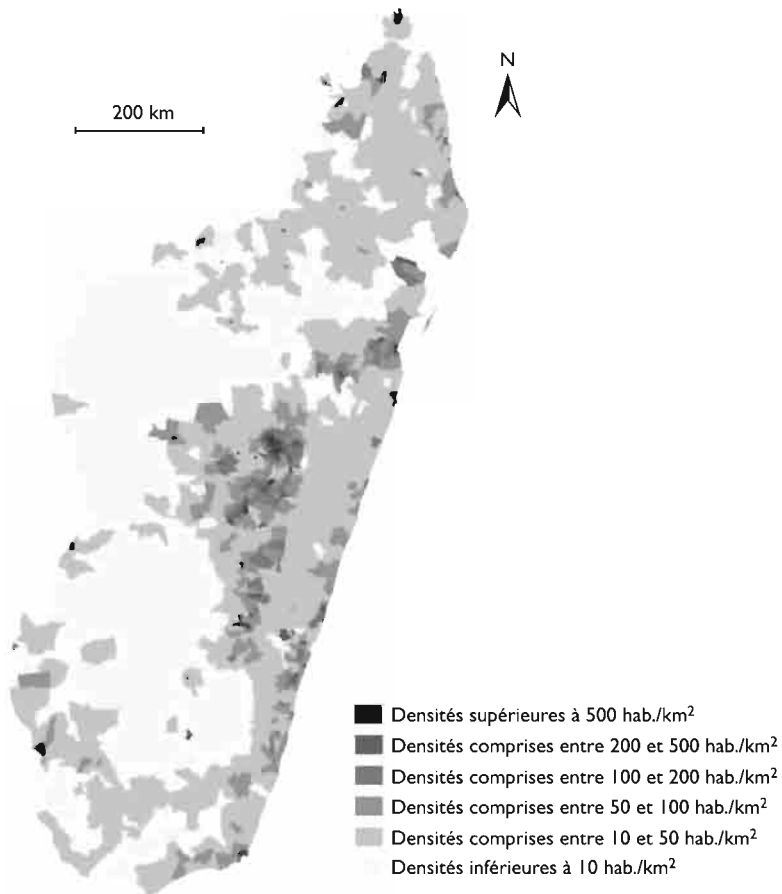


Fig. 61
Densité de population en 1993.

Source : Recensement de la population et de l'habitat (RGPH), 1993, INSTAT, 1997 a.

Pression foncière et saturation de l'espace agricole

En dépit d'une densité globale moyenne, le déséquilibre dans la répartition de la population est à l'origine d'un phénomène de saturation foncière dans les régions densément peuplées. Celle-ci s'exprime au niveau des surfaces agricoles disponibles pour chaque ménage, qui sont de plus en plus réduites. En 1960, la superficie moyenne des exploitations agricoles était de l'ordre de 2 hectares (OMRANE, 2007). Les données des deux derniers recensements agricoles successifs, séparés de 20 ans, montrent une baisse de la surface moyenne des exploitations agricoles au niveau national, qui passe de 1,2 ha en 1984 à 0,86 ha en 2004, soit une baisse de l'ordre de 28 %. La taille moyenne des exploitations agricoles a diminué pour l'ensemble des provinces, mais c'est dans les zones les plus peuplées, la province d'Antananarivo notamment, que la pression foncière se fait ressentir avec le plus d'acuité. Au moment du dernier recensement agricole (2004-2005) dans la province d'Antananarivo, une exploitation comptait en moyenne 0,66 ha (tabl. 54).

L'agriculture a pendant longtemps fourni suffisamment d'activités et d'emplois pour la population rurale, même dans les zones à forte concentration démographique (DABAT *et al.*, 2008). Aujourd'hui, face à une croissance démographique élevée et une certaine immuabilité des systèmes et techniques de production, le secteur agricole ne peut plus fournir de l'emploi pour l'ensemble des nouvelles générations de ruraux (DABAT *et al.*, 2008). Au fil des générations et des héritages, les propriétés foncières se sont morcelées. Il faut préciser que la population malgache reste très majoritairement rurale. Seul environ un quart de la population totale vit en zone urbaine aujourd'hui, contre un dixième en 1960 (UNITED NATIONS, 2004). En 2005, ce sont donc au total plus de 13 millions d'individus qui vivent dans les campagnes malgaches, dont la quasi-totalité vit du secteur primaire.

Dans les zones rurales où la saturation foncière est déjà effective, les jeunes ruraux ne peuvent espérer acquérir – acheter ou hériter – une exploitation agricole de taille suffisante pour survivre. En théorie, plusieurs possibilités pourraient s'offrir à eux, parmi lesquelles le développement d'activités non agricoles en milieu rural

Tableau 54
Évolution de la taille des exploitations agricoles à Madagascar selon la province

Province	1984-1985	2004-2005	Évolution (croissance en %)
Antananarivo	1,05	0,66	- 37,1
Fianarantsoa	1,07	0,86	- 19,6
Toamasina	1,44	1,00	- 30,6
Mahajanga	1,63	1,03	- 36,8
Toliary	0,92	0,84	- 8,7
Antsiranana	1,46	1,01	- 30,8
Ensemble	1,20	0,86	- 28,3

Sources : Recensements nationaux agricoles (RNA), 1984-1985, 2004-2005, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage, Instat.

ou la migration vers les villes pour prétendre à des emplois urbains. Malheureusement, ces possibilités ne sont souvent que « théoriques », car les jeunes ruraux se heurtent à des difficultés rédhibitoires : difficulté à trouver un emploi en ville, à accéder au crédit pour développer des activités non agricoles, etc.

Une autre possibilité pour les jeunes ruraux sans terre pourrait être de migrer vers des zones rurales moins densément peuplées, des zones où des terres agricoles sont encore disponibles. La mise en valeur de nouveaux espaces est susceptible d'offrir rapidement une issue de sortie pour les ruraux sans terre et une opportunité de rééquilibrage du territoire. Cette dynamique suppose le développement de courants migratoires importants ou du moins significatifs.

Les tendances migratoires actuelles

Le phénomène d'urbanisation rapide observé dans de nombreux pays africains n'a pas eu lieu à Madagascar (GASTINEAU et RAKOTOSON, 2008). Il n'y a pas d'exode rural, d'urbanisation rapide sur la Grande Île¹⁵⁸. On dispose certes de peu de données sur la mobilité des populations. Les résultats du recensement de 1993 montraient néanmoins que la population malgache est peu mobile : seuls 16 % des Malgaches vivaient en 1993 hors de leur *fivondronana* de naissance (INSTAT, 1997 b). Les trois *faritany* pourvoyeurs de migrants sont Fianarantsoa, Antananarivo et Toliary. Les trois *faritany* de destination privilégiée sont Antananarivo, Mahajanga et Tamatave (INSTAT, 1997 b).

Les migrations internes ne s'effectuent pas exclusivement des zones rurales vers les zones urbaines : la moitié des migrants vont s'installer en milieu rural. D'une manière générale, les régions qui attirent sont celles qui disposent de zones agricoles de production ou d'élevage avec une bonne accessibilité (INSTAT, 1997 b). À l'opposé, les zones qui ont des soldes migratoires négatifs sont celles qui sont les plus enclavées et celles où la pression sur la terre est forte. C'est le cas par exemple des sous-préfectures d'Antsirabe, d'Ambatolampy ou d'Antanifotsy qui font face à une densité de population élevée. Le schéma migratoire de 1993 est globalement le même que celui observé lors du recensement de 1975. La migration à Madagascar est avant tout économique (recherche d'emploi ou de revenus complémentaires) (INSTAT, 2006).

La migration d'espace rural à espace rural n'est pas un phénomène nouveau à Madagascar : elle s'inscrit dans la continuité de migrations traditionnelles, temporaires ou permanentes, qui existent depuis la mise en valeur coloniale. Il s'agit principalement de la migration d'une main-d'œuvre agricole à destination des grandes plaines rizicoles de l'Alaotra et de Marovoay. Les migrations de main-

158. À titre de comparaison, citons les exemples du Zimbabwe, du Bénin et du Cameroun qui en 1960 avaient des taux d'urbanisation inférieurs à celui de Madagascar et qui aujourd'hui sont nettement plus urbanisés que la Grande Île (respectivement 37 %, 40 % et 54 % contre 28 % à Madagascar ; UNITED NATIONS, 2004).

d'œuvre agricole saisonnière sont fréquentes et concernent surtout les populations des Hautes Terres, dont celles du Vakinankaratra, de Majakandriana, et de l'Amoron'i Mania. La recherche de nouvelles terres agricoles est également à l'origine de migrations permanentes, dans le but d'exploiter de nouveaux espaces.

Un autre type de migration d'espace rural à espace rural concerne des populations du sud et de l'ouest de l'Île, des pasteurs (Antandroy, Mahafaly, Masikoro, Bara et Sakalava) pratiquant l'élevage de bœufs, et dont toute l'activité économique tend vers l'accumulation de bœufs. La terre n'est pas rare dans les régions d'origine de ces populations. Cependant, la pratique de la transhumance les conduit à de fréquents déplacements vers de nouveaux espaces, liés à la recherche de pâturages et à l'accumulation de nouvelles têtes de bétail (FAUROUX, 1989). Ces déplacements prennent la forme d'une circulation permanente entre plusieurs zones de destination et se terminent inmanquablement par des retours au village d'origine. L'Ouest malgache, avec ses immenses espaces disponibles et ses larges pâturages, est la première destination de ces éleveurs. Aujourd'hui encore, les éleveurs du Sud continuent d'émigrer de façon temporaire pour l'élevage et le commerce de bœufs.

La migration à destination des zones urbaines existe également et concerne environ un migrant sur deux (INSTAT, 1997 b). Pourtant, compte tenu des faibles volumes totaux de migrants, son ampleur reste modérée. Ce type de migration connaît même une baisse entre 1983 et 1993 : 56 % des migrants de la période 1978-1983 sont partis vers un centre urbain, cette proportion descend à 48 % pour les déplacements se produisant entre 1988 et 1993 (INSTAT, 1997 b). La ville n'attire que peu de migrants, le manque de logements et la difficulté d'y trouver un emploi stable peuvent expliquer ce fléchissement. Ce type de migration concerne les jeunes actifs plutôt instruits, qui se dirigent surtout vers des emplois dans les entreprises des zones franches qui se sont beaucoup développées à la fin des années 1990 dans deux grandes villes, Antananarivo et Antsirabe. Les migrations vers les villes concernent également des ruraux qui se convertissent à diverses activités commerciales urbaines, souvent informelles.

Parallèlement à ces migrations spontanées, les administrations successives ont organisé et planifié certains déplacements de population pour tenter d'organiser la répartition spatiale de la population. Ces migrations planifiées virent le jour dès 1896 avec l'entrée du pays dans l'empire colonial français. L'administration coloniale déplaça sous la contrainte des milliers de travailleurs vers les grandes plantations de sucre et de tabac du Nord et du Nord-Ouest, vers Ambilobe, Mampikony et Port Bergé, ou encore des grandes plaines rizicoles du Moyen-Est de l'île, dans la région du lac Alaotra (LE BOURDIEC, 1978). Plus récemment, avec l'accroissement de la taille de la capitale, Antananarivo, et l'augmentation du nombre des sans-abris et des mal-logés, l'État a lancé, en 1990, un projet de relogement dans les zones rurales voisines. Les sites identifiés sont situés dans plusieurs communes rurales autour de la capitale, dont Ambohidratrimo, Mahitsy, Bongatsara et Masindray. En 2003, le ministère de la Population a recensé plus de 4 000 familles relogées dans ces zones. D'autres initiatives, comme le Projet des jeunes entrepreneurs ruraux (Projer) et le Projet d'appui à la gestion économique (Passage), organisent des migrations. Elles ont pour objectif d'installer de jeunes

professionnels dans des fermes équipées et plus modernes que les exploitations agricoles traditionnelles. Les effectifs concernés par ces projets restent limités (300 agriculteurs installés dans le Moyen-Ouest dans le cadre de Passage) et le bilan de ces projets s'avère très mitigé, car ils sont souvent contraires aux dynamiques migratoires spontanées observables (RAMIALISON, 2008).

Enfin, les migrations existantes ou prévisibles liées à l'ouverture de sites miniers de grande ampleur à proximité des villes moyennes (Moramanga, Tamatave, Fort Dauphin, Tuléar...) doivent être citées. Malgré leur caractère extrêmement récent et par conséquent les lacunes en matière d'informations, il est possible de poser l'hypothèse que les emplois directs ou induits par ces nouvelles activités conféreront à ces pôles urbains un pouvoir attractif renouvelé (RAMIALISON, 2008).

Bien qu'incomplètes, les connaissances sur les migrations à Madagascar mettent en évidence le fait que le rééquilibrage du territoire ne se fait pas « spontanément » : il n'existe pas à Madagascar de réels mouvements migratoires massifs susceptibles de modifier les structures anciennes du peuplement. Les flux migratoires à Madagascar aujourd'hui ne modifient pas le schéma global de répartition de la population sur le territoire, ni le rapport entre population rurale et population urbaine : la population est avant tout caractérisée par une forte stabilité résidentielle (INSTAT, 1997 b).

Toutefois, Madagascar se trouve aujourd'hui confrontée à une situation inédite : des densités de population qui augmentent rapidement dans certaines zones rurales et des superficies agricoles par ménage qui diminuent au point que les jeunes ruraux ne peuvent espérer vivre de l'agriculture. On peut alors s'interroger sur la migration comme moyen de réduire la pression démographique et le sous-emploi agricole dans certaines régions et, parallèlement, comme moyen de mettre en culture des espaces agricoles aujourd'hui vierges faute d'exploitants agricoles. La migration peut-elle être une solution à ce que DABAT *et al.* (2008) appellent l'impasse démo-économique ? Pour apporter quelques éléments de réponse à cette question, nous allons examiner la situation de deux communes rurales : l'une susceptible d'être une zone de départ (Ambatolampy), l'autre une zone d'attraction (Tsiroanomandidy).

La migration comme réponse à la situation d'impasse ?

Des enquêtes qualitatives ont été menées dans deux communes. Ces enquêtes réalisées entre mars et mai 2007¹⁵⁹ ont permis de récolter des données de deux types : – quantitatives, à partir de l'état civil, des carnets d'enregistrement des chefs de *fokontany*, des documents municipaux, des écoles ;

159. Ce travail d'enquête a été financé par le Service français de coopération et d'action culturelle (secteur développement rural) à Antananarivo.

– qualitatives : plusieurs séries d’entretiens ont été réalisées auprès des migrants, des employeurs des migrants, des responsables administratifs, des élus.

Ambatolampy : des stratégies d’adaptation qui excluent la migration de longue durée

La commune d’Ambatolampy est située dans le district d’Ambatolampy (19 communes, 1 632 km²), dans la région Analamanga, sur les Hautes Terres centrales, à plus de 1 500 m d’altitude et à environ 60 km d’Antananarivo. Le chef-lieu de district est la commune urbaine d’Ambatolampy-ville, partie « urbaine » de la commune d’Ambatolampy, qui comprend 9 *fokontany*¹⁶⁰.

La commune est densément peuplée, avec une densité moyenne de 104 hab./km². Le Recensement général de la population et de l’habitat de 1993 dénombrait 169 447 habitants dans l’ensemble du district, et 18 907 individus résidents pour la commune urbaine d’Ambatolampy-ville (INSTAT, 1997 a). En 2007, au recensement communal, ont été dénombrés 27 661 résidents à Ambatolampy-ville, soit un peu moins d’un quart (23 %) de la population de l’ensemble du district¹⁶¹ (MAEP et UPDR, 2004).

Il s’agit d’une zone de peuplement ancien. L’expansion géographique du royaume merina, au XVII^e siècle, permet le peuplement des zones périphériques d’Antananarivo, et notamment vers le Sud et l’Est. Le Vakinankaratra, l’Itasy, Manjakandriana et Ambatolampy sont les principales zones de peuplement et de colonisation agricole à cette époque. Des migrants merina implantés de longue date constituent donc la souche du peuplement de la zone. Vers les années 1960, des migrations définitives ont contribué à l’extension de la ville d’Ambatolampy. Il s’agissait d’une migration de riches ruraux, propriétaires aisés dans leurs villages d’origine, qui voulaient développer leurs activités en ville, et qui sont venus s’y installer. Ces immigrants venaient principalement des communes rurales environnantes telles que Tsiarafajavona, Ankaratra, Tsinjoarivo ou Belambo. Ceux-ci étaient alors à l’origine des premiers commerces importants de la ville. Ces migrants se sont installés et se sont approprié des terres, à la fois des terres constructibles et des rizières. Leurs enfants ou petits-enfants sont toujours installés à Ambatolampy-ville et font prospérer l’activité commerciale initiée par leurs ascendants.

Ces commerçants font aujourd’hui partie d’une classe de privilégiés dans la ville, qui investissent dans les secteurs d’activités les plus porteurs. Leur stratégie est de diversifier au maximum leurs activités. Ils sont tout d’abord commerçants, dans la lignée de l’activité initiée par les premiers immigrants. Il s’agit généralement du commerce de gros de marchandises générales, de produits locaux ou de matériels de quincaillerie. Un certain nombre d’entre eux investissent également dans le transport, que ce soit le transport de personnes, avec les taxis-brousse, ou le transport de marchandises. Ces commerçants, issus de

¹⁶⁰. Arrondissement – subdivision communale.

¹⁶¹. Ce chiffre de 23 % peut être retenu comme le chiffre d’urbanisation du district puisque seule Ambatolampy-ville est classée en zone urbaine.

familles immigrées, continuent de garder des liens forts avec le village d'origine de leurs aïeux. Ils y ont toujours des activités agricoles, ils y possèdent des terres. De plus, certains s'impliquent dans la collecte et la revente de riz.

L'activité principale des ménages de la zone est l'agriculture. Les cultures sont principalement vivrières, il y a peu de cultures industrielles ou de rente. Le riz, la pomme de terre et le manioc sont les principales cultures de la zone. L'élevage extensif de bovins et de porcins y est également pratiqué, tout comme l'élevage laitier du fait du développement d'une industrie importante de transformation laitière dans la région voisine du Vakinankaratra. Le maraîchage, le commerce ainsi que l'artisanat, avec principalement la fabrication d'objets en aluminium, sont des activités importantes en milieu urbain. L'agriculture à Ambatolampy, tout comme dans l'ensemble des Hautes Terres centrales, est confrontée à de nombreuses difficultés. La morphologie générale de la région, avec ses reliefs montagneux marqués, laisse peu de place à de grandes plaines. Les superficies facilement cultivables sont limitées. La riziculture dans la zone se fait essentiellement en bas-fonds, ce qui limite les possibilités d'extension des superficies rizicoles. Avec la croissance démographique forte, la pression foncière est de plus en plus importante. Les exploitations sont de petite taille, avec des moyens de production traditionnels, et faiblement équipées.

On aurait pu supposer que, face à la pression foncière qui limite le développement des activités agricoles sur les Hautes Terres centrales, les ménages d'Ambatolampy aient recours à la migration vers la capitale (proche d'une centaine de kilomètres), facilement accessible, ou vers les zones du Moyen-Ouest, où les espaces agricoles vierges sont nombreux.

Or, les enquêtes sur le terrain montrent que la migration n'est pas la stratégie privilégiée par les ménages de la région. Les paysans des zones rurales « saturées » diversifient leurs activités et leurs revenus mais en restant dans leur village d'origine. Ils font des allers-retours journaliers entre leur résidence et Ambatolampy. Nombreux sont ceux qui font entre 4 et 6 heures de marche par jour.

Cette pratique « pendulaire » est permise par la proximité de la ville d'Ambatolampy, pôle économique et commercial dynamique. Agriculteurs dans leur village d'origine, ces paysans viennent compléter leurs revenus en ville de façon temporaire. Cette forme de mobilité faite de va-et-vient journaliers n'implique pas de transfert de résidence en ville ni de radiation du registre du *fokontany* d'origine. Ces migrants journaliers continuent d'y accomplir toutes les activités administratives telles que les travaux communautaires ou le vote lors des élections.

Ce type de migration quotidienne s'est développé récemment, au cours des trois ou quatre dernières années. Ces migrants journaliers occupent principalement quatre types d'emploi : tireurs de pousse-pousse, salariés agricoles, vendeurs ambulants de charbon, de *kitay*¹⁶², ou enfin ouvriers dans les nombreuses fonderies artisanales d'aluminium de la ville.

162. Bois coupé utilisé pour la cuisine et le chauffage.

Le tirage de pousse-pousse existe à Ambatolampy depuis une vingtaine d'années, mais cette activité a connu un certain essor au cours des deux ou trois dernières années. Ce développement s'explique par un investissement plus important des riches commerçants dans cette nouvelle activité lucrative. L'offre et la demande de pousse-pousse se développent, les emplois de tireurs de pousse-pousse attirent les paysans, car ces emplois ne nécessitent ni qualification ni fonds de départ.

Ambatolampy est réputée pour ses fonderies artisanales d'aluminium dont les produits sont vendus dans l'ensemble de l'île mais également exportés (vers l'île Maurice, par exemple). Cet artisanat a été découvert dans la ville vers les années 1960 et nécessite des matériaux locaux particuliers, dont la terre qui est utilisée pour mouler les objets. Ces fabriques, qui sont toutes des exploitations familiales, emploient parfois des ouvriers venus des communes rurales environnantes. C'est une activité demandeuse de main-d'œuvre, et donc un marché possible pour les agriculteurs qui souhaitent diversifier leurs activités.

Une forte demande en main-d'œuvre agricole se manifeste également à Ambatolampy, en raison de grands bassins rizicoles existant en périphérie de la ville. Les emplois de journaliers agricoles sont occupés par des paysans des villages environnants. Ils sont surtout importants au moment des travaux de préparation des rizières et à la saison du repiquage.

Les agriculteurs qui viennent travailler à Ambatolampy laissent leur femme et leurs enfants dans le village d'origine. Ceux-ci continuent à assurer l'exploitation des terres familiales. Aussi petites soient-elles, les paysans refusent d'abandonner complètement leurs terres pour aller s'installer en ville. Pour eux, l'agriculture reste symboliquement une activité importante et surtout elle assure la sécurité alimentaire du ménage. Les revenus des activités non agricoles sont souvent considérés comme un complément à l'agriculture, même s'ils sont majoritaires dans les revenus des familles. L'agriculture fournit le riz, qui est la base de l'alimentation. Cela suffit à faire d'elle le centre de l'activité économique du ménage, même si elle ne fait vivre que quelques mois par an. Les revenus complémentaires sont essentiels, car l'élevage et l'agriculture ne permettent pas de survivre pendant toute l'année. Il faut également de l'argent liquide pour les divers besoins comme l'éclairage, le savon, la scolarisation, les soins de santé.

Lorsque la main-d'œuvre familiale (femme et enfants) ne suffit pas pour l'ensemble des travaux agricoles, le ménage n'hésite pas à employer des salariés agricoles dans le village. En moyenne, une journée de travail à Ambatolampy rapporte au chef de ménage entre 3 000 à 4 000 ariary. Une journée de salariat agricole dans leurs villages d'origine est rémunérée entre 1 000 et 1 500 ariary. Ce différentiel de salaire suffit à inciter certains paysans à faire plusieurs kilomètres à pied pour se salarier à Ambatolampy : les chefs de ménage préfèrent recourir à de la main-d'œuvre salariée locale, pour aider leur femme dans l'exploitation agricole lors des périodes de grands travaux, plutôt que de renoncer à une journée de salaire à Ambatolampy.

La migration de ces paysans est temporaire dans sa forme mais elle est également vue comme une situation limitée dans le temps. L'objectif de ces migrants est d'économiser et d'épargner suffisamment dans le but de pouvoir un jour vivre au

village, sans plus avoir besoin de le quitter. Leur stratégie ne semble pas être un premier pas vers une migration définitive, la diversification de leur revenu sert à pallier le manque de terres dans leur village d'origine, elle peut aussi être interprétée comme un mode de gestion du risque inhérent à leur activité agricole¹⁶³. Les projets pour le futur sont de diverse nature, mais le point commun est cet objectif de stabilisation au village, à moyen terme. Quelques tireurs de pousse-pousse ont évoqué le projet d'acquérir une charrette et une paire de bœufs de trait, pour pouvoir faire du transport localement. D'autres veulent développer du petit élevage (volaille, porc) susceptible de leur rapporter de l'argent régulièrement. Mais très rares sont ceux qui évoquent un départ définitif.

À Ambatolampy, la situation de saturation foncière se traduit par des stratégies de diversification des activités permises par des migrations pendulaires vers le centre urbain. Les ruraux dont l'activité agricole ne suffit pas à subvenir à leurs besoins ou à dégager de l'épargne pour investir vont chercher des sources de revenus hors de l'exploitation familiale. Certains développent une seconde activité à plein temps à Ambatolampy, laissant l'exploitation de leurs terres à leur famille ou à un salarié agricole. Le fait de conserver la terre répond à plusieurs objectifs : conservation de la terre des ancêtres, sécurité alimentaire, accès au logement. Il ne s'agit pas de formes migratoires susceptibles de jouer en faveur d'un rééquilibrage territorial, dans le sens où elles n'entraînent pas de changement du lieu de résidence.

Un territoire de type « front pionnier » : Tsiroanomandidy

La ville de Tsiroanomandidy est située sur les Hautes Terres centrales, dans le district de Tsiroanomandidy, dans la région Bongolava. Composée de seize *fokontany*, elle s'étale sur une superficie de 52 km². Créée sous le règne de Radama I (1810-1828) pour des raisons stratégiques (porte d'accès de l'Ouest) et pour servir de centre d'embouche des bœufs (RATSIMANDRATA, 1982), elle s'est ensuite construite au gré des vagues de migration.

La ville se présente comme le pôle d'activité et d'attractivité majeur du Moyen-Ouest malgache, capitale administrative mais aussi capitale d'un front de colonisation pionnier, à l'interface entre les Hautes Terres, organisées, appropriées et contrôlées et les grands espaces de l'Ouest, enclavés, non sécurisés et très peu peuplés. Tsiroanomandidy devient à partir des années 1950 un lieu de destination pour l'excédent démographique des Hautes Terres centrales (RATSIMANDRATA, 1982). Composée essentiellement de Merina à sa création, la ville de Tsiroanomandidy accueille aujourd'hui de nombreuses ethnies, même si les Merina restent majoritaires (54 % de la population urbaine) (IMES, 2005). Viennent ensuite principalement des Betsileo : arrivés comme ouvriers agricoles ou gardiens de zébus temporaires, ils s'y installent comme agriculteurs ou éleveurs en mettant en valeur des espaces disponibles. D'autres migrants proviennent du Sud et du Sud-Est. En 1971, la commune compte 8 200 habitants (RATSIMANDRATA, 1982), 11 380 en 1982 et 26 875 en 2003 (tabl. 55).

163. Sur ce sujet, voir le chapitre 2 de cet ouvrage.

Tableau 55
Évolution de la population de la commune de Tsiroanomandidy entre 1971 et 2003
et taux de croissance annuel moyen (TCAM) (%)

Année	Population	Période	TCAM (%)
1971	8 200	1971-1982	3,0 %
1982	11 380	1982-1993	4,2 %
1993	17 851	1993-2003	3,8 %
2003	26 875		

Sources : RATSIMANDRATA, 1982 ; INSTAT 1997 a ; IMES, 2005.

L'embouche et la commercialisation de zébus sont les principales activités de la ville. Tsiroanomandidy est le second marché de zébus de Madagascar après Ambalavao (officiellement 67 700 animaux vendus en 2003 ; IMES, 2005). Le bétail vient principalement des zones d'embouche de l'ouest et du sud de l'île et les animaux vendus repartent vers d'autres communes et notamment vers la capitale. Ce marché génère une multitude d'activités : services auprès des individus (alimentation, logement), services bancaires, services publics pour contrôler les transactions, assurer la sécurité autour du marché, lever les taxes, etc. Une partie du marché est tenue par des migrants : les collecteurs sont composés en majorité d'Antandroy et de Mahafaly, qui sont originaires des zones de collecte (sud-ouest de Mahajanga et nord de Toliary), et qui, souvent, envoient l'argent gagné vers leur région d'origine. La disponibilité en espaces pouvant être mis en valeur pour l'agriculture constitue aussi un facteur très attractif pour des agriculteurs « sans terre », et ce d'autant plus que l'on se situe à proximité immédiate des Hautes Terres centrales, très densément peuplées.

À Tsiroanomandidy, deux grands types de migration, répondant à deux logiques bien distinctes, peuvent donc être distingués : les migrations à caractère agricole visant à conquérir de nouveaux espaces et les migrations liées directement ou indirectement à l'activité économique du commerce de bœufs.

Les migrations liées à l'agriculture à Tsiroanomandidy

Faute de données, il est difficile de décrire avec précision la migration vers les espaces agricoles du Moyen-Ouest. Toutefois, les deux recensements agricoles (1984-1985 et 2004-2005) et le RGPH (1993) permettent d'établir des grandes tendances (tabl. 56).

Tableau 56
Effectifs de la population rurale et de la population agricole en 1984-1985, 1993 et 2004-2005 dans la sous-préfecture de Tsiroanomandidy et dans la région de Bongolava

		RNA 1984-1985	RGPH 1993	RNA 2004-2005
Sous-préfecture de Tsiroanomandidy	Effectifs Population rurale	32 300	152 459	n. d.
	Effectifs Population agricole	31 700	102 005	n. d.
Région de Bongolava	Effectifs Population rurale	122 200	204 266	401 794
	Effectifs Population agricole	120 600	161 443	395 729

Sources : RNA, 1984-1985, 2004-2005 et RGPH, 1993, Instat.

On observe tout d'abord une forte croissance de la population rurale et agricole dans la sous-préfecture de Tsiroanomandidy entre 1984 et 1993, avec respectivement un taux moyen annuel de croissance de 19 % et 14 %. La population rurale augmente légèrement plus rapidement que la population agricole, ce qui signifie que les ruraux vivant d'activités autres que l'agriculture ou l'élevage sont de plus en plus nombreux.

Entre 1993 et 2004, les effectifs de la population rurale et agricole de la région de Bongolava¹⁶⁴ ont continué de croître : 6,3 % par an en moyenne pour la population rurale et 8,5 % pour la population agricole. Ces taux de croissance sont bien supérieurs à une croissance naturelle. Ce résultat nous permet d'affirmer que des migrants encore aujourd'hui viennent s'installer dans les zones rurales de la région de Bongolava. Le nombre d'exploitations agricoles a ainsi augmenté entre les deux recensements agricoles de 23 257 à 72 840, soit un triplement des effectifs en vingt ans. Parallèlement, la superficie exploitée est elle aussi en croissance : de 55 355 ha en 1999 à 93 413 en 2004 (MAEP, 2006).

Nous avons pu établir que des flux migratoires vers le milieu rural de la région de Bongolava et de la sous-préfecture de Tsiroanomandidy étaient toujours en œuvre. Ce sont majoritairement des Betsileo venus en famille s'installer durablement pour cultiver de nouvelles terres. Dans cette dynamique, la ville de Tsiroanomandidy joue un rôle attractif important grâce aux services (publics, bancaires, sociaux, agricoles, etc.), aux moyens de communication (routes, téléphone, gsm, etc.) et surtout aux possibilités de scolarisation des enfants et des jeunes (primaire et secondaire).

De surcroît, Tsiroanomandidy dispose d'un marché hebdomadaire permettant la commercialisation des produits agricoles, réalisée soit directement, soit par l'intermédiaire des collecteurs présents sur place. Une partie des produits peut également être acheminée vers d'autres destinations, en particulier Antananarivo ; la route goudronnée et les réseaux de taxi-be facilitent très largement l'accès. La ville est aussi le lieu d'approvisionnement en intrants et petits matériels agricoles (brouette, charrue, herse). Dans les périodes de récolte, durant laquelle la demande en charrettes est forte, on voit arriver à Tsiroanomandidy des charretiers venant de Miarinarivo, d'Imerintsiatosika, de Manjakandriana. Ils louent leur matériel pour la collecte des produits agricoles. De même, l'usage du pousse-pousse à Tsiroanomandidy prospère grâce à des tarifs bas. Les tireurs de pousse-pousse sont soit des migrants, soit des ruraux venant des zones périphériques de la ville.

Cette relation d'interdépendance entre milieu rural et espace urbain est très favorable au développement d'activités tertiaires formelles ou informelles autour des activités agricoles.

Les migrations liées directement ou indirectement au marché de zébus

Le marché de zébus de Tsiroanomandidy fonctionne toute l'année avec un pic d'activité entre les mois de juillet et novembre. En 2003 sont passés par le marché officiel de Tsiroanomandidy 67 700 animaux (IMES, 2005), auxquels il

164. La sous-préfecture de Tsiroanomandidy est incluse dans la région de Bongolava. Les résultats du dernier recensement agricole ne sont pas disponibles au niveau des sous-préfectures.

convient d'ajouter les effectifs de bétail volé difficiles à quantifier mais très probablement significatifs. Malgré l'importance de ce marché, il y a peu d'activités en aval (soins, zootechnie) ou en amont (transformation de la viande, conserverie, agroalimentaire, etc. ; IMES, 2005). Compte tenu de son importance, il génère néanmoins des flux importants de migrants : gardiens, propriétaires de zébus et acheteurs, qui résident à Tsiroanomandidy sur des périodes plus ou moins longues.

Les *Mpandrato* (gardiens) acheminent à pied des zébus des régions du Sud et de l'Ouest, parcourant ainsi plusieurs centaines de kilomètres pour arriver jusqu'au marché de Tsiroanomandidy. Ils travaillent pour des riches éleveurs du Sud et du Sud-Ouest qui arrivent à Tsiroanomandidy en voiture ou par avion pour suivre la vente de leur troupeau. Les acheteurs sont essentiellement des Merina et des Betsileo. Les bœufs sont ensuite acheminés par camion vers Antananarivo, Ambatonapoaka ou Analavory (marchés de bovidés situés sur la RN1) ou à pied vers Fianarantsoa et Antsirabe.

Les démarches de régularisation des ventes impliquent l'existence de services publics, étatiques ou communaux, pour le contrôle sanitaire des animaux, l'enregistrement des transactions de vente ou la levée des taxes. Ainsi, lorsqu'il s'agit de bétail volé, ces démarches permettent le « blanchiment » des vols *via* l'émission de documents de propriété en bonne et due forme. Ces démarches, légales ou non, supposent que les propriétaires et les acheteurs de zébus résident vingt jours minimum dans la ville. Ce séjour des acteurs du marché aux zébus permet le développement de nombreuses activités connexes liées à la satisfaction des besoins en logement, en alimentation, en transport, etc. De nombreux emplois souvent informels sont ainsi créés autour des activités de gargotes, d'épiceries, d'hôtels, de location de chambres chez l'habitant, de transport, de téléphonie, etc. Certains propriétaires de troupeaux profitent de leur passage à Tsiroanomandidy pour s'approvisionner au marché en biens difficiles à trouver dans leur région d'origine.

Un pôle d'activités informelles et/ou illicites

En parallèle des deux marchés hebdomadaires prospèrent à Tsiroanomandidy d'autres activités moins visibles et souvent illicites qui génèrent d'importants flux de personnes et d'argent difficiles à quantifier. À proximité de Tsiroanomandidy, la présence de ressources minières (or, tourmaline, quartz) attire des migrants : les pierres extraites sont vendues en partie à Tsiroanomandidy de façon légale mais une partie échappe à toute réglementation. L'étendue des espaces périphériques, l'enclavement et la faiblesse du contrôle de légalité favorisent également la circulation de « toaka gasy » (alcool), de « rongony » (cannabis) et de tabac à chiquer.

L'afflux de personnes de passage, le plus souvent des hommes seuls, la circulation d'argent liquide sont très favorables au développement de la prostitution de jeunes filles mineures, collégiennes ou lycéennes, essentiellement les jours de marché. Pour celles-ci, scolarisées à Tsiroanomandidy souvent sans la présence de leurs parents restés en milieu rural, il s'agit d'un revenu permettant de payer le loyer, la scolarité et également de suivre la « mode de la ville ».

Ce phénomène d'abandon scolaire est également présent chez les garçons. Il est lié à la présence hebdomadaire du marché de bovidés, du mercredi au vendredi.

Collégiens et lycéens sont sollicités pour aider aux démarches de régularisation des ventes de zébus. Localement appelés les « secrétaires de bovidés », ils jouent les intermédiaires entre les propriétaires de zébus souvent illettrés et les différentes autorités (gendarmerie, services vétérinaires, mairie). Ils sont également sollicités pour participer aux différentes activités illicites (facilitation des transactions sur le bétail volé auprès des services administratifs et vétérinaires, transport et vente d'or, d'alcool, de pierres, de cannabis), surtout s'ils sont mineurs car ils échappent plus facilement aux contrôles de la police. Ces activités sont des sources faciles d'argent et facilitent l'abandon scolaire, participant de fait au faible niveau de formation de la population.

Tsiroanomandidy est donc une zone relativement attractive pour différents types de migrants : ceux qui viennent s'installer sur des terres inexploitées, ceux qui viennent pour développer des activités autour du marché de zébus, et des migrants de « passage », développant des activités temporaires (gargotes, petits commerces) le temps d'acquérir de l'argent qui sera investi dans leur zone d'origine. La commune urbaine de Tsiroanomandidy joue donc un rôle important : elle propose des services, des commerces et une relative sécurité. Toutefois, la mise en valeur des espaces « libres » reste limitée au regard du potentiel théorique existant. En effet, dès que l'on s'éloigne de la ville de Tsiroanomandidy, rapidement on retrouve des espaces vierges. Trop isolés, en l'absence d'infrastructures et de garantie de sécurité, ces espaces restent inoccupés.

Ambatolampy et Tsiroanomandidy : synthèse

Les deux sites, Ambatolampy et Tsiroanomandidy, sont deux exemples des dynamiques de migration et des déséquilibres entre les ressources foncières et la démographie dans le milieu rural. Ils ne résument pas à eux seuls l'ensemble des situations observées à Madagascar. Ambatolampy est un territoire *a priori* répulsif, où la saturation foncière est avérée et où toutes les conditions sont réunies pour inciter à l'émigration. Tsiroanomandidy, à l'inverse, se présente comme un front pionnier attractif à proximité de la capitale et des Hautes Terres, offrant de larges espaces libres pour la mise en valeur agricole. Les deux études de cas montrent finalement que les migrations n'obéissent pas à une simple logique de pression ou de disponibilité foncière. La saturation n'implique pas forcément des départs vers de nouveaux espaces, et l'existence d'espaces libres ne conduit pas mécaniquement à des vagues d'installation massives. Les départs ne se font pas, ou du moins pas sous la forme escomptée, et les installations ne se font pas dans les proportions attendues. Des facteurs autres que la disponibilité foncière jouent ainsi sur la décision de migrer et sur la réussite du projet migratoire de façon plus déterminante.

Tout d'abord, comme le montrent les enquêtes à Ambatolampy, l'attachement à la terre familiale, terre des ancêtres, est un des tout premiers obstacles au développement des migrations (OMRANE, 2007). Même d'une superficie restreinte, la terre agricole – dont le plus souvent on a hérité – a une valeur symbolique forte, si forte qu'il est souvent impossible d'envisager de ne plus la cultiver. De plus, dans la majorité des régions rurales de Madagascar règne une grande insé-

curité foncière et alimentaire. Les ménages hésitent à s'éloigner de leur village d'origine faute d'une garantie suffisante de leur droit sur les terres. Ils craignent en leur absence d'être spoliés.

De même, sur le lieu d'arrivée, les migrants potentiels craignent que les conditions d'accueil ne leur garantissent pas la sécurité foncière, la sécurité de leurs biens ou même de leur personne. Les zones d'accueil potentielles doivent fournir des infrastructures et des services au moins aussi nombreux que ceux de la zone de départ (scolarisation, santé, transport). La région du Moyen-Ouest souffre d'un problème récurrent de banditisme lié au vol de bœufs (HOERNER, 1982). Ces vols rendent les campagnes peu sûres, diffusent un sentiment d'insécurité et rendent difficile la pratique agricole¹⁶⁵. Les agriculteurs dont les bœufs ont été volés ou qui se sont séparés de leurs troupeaux de peur d'être volés n'ont plus assez de zébus pour piétiner les rizières (HOERNER, 1982). Enfin, les paysans qui se servaient de leurs troupeaux comme moyen d'épargne ne sont plus encouragés à produire plus, faute d'avoir d'autres possibilités d'épargner leur revenu (HOERNER, 1982). Cette récurrence des vols de zébus et le sentiment d'insécurité qui en découle ont diverses conséquences sur la démographie de la ville de Tsiroanomandidy : le tarissement du flux des migrants extra-régionaux et l'arrivée dans la zone urbaine de ruraux venant de la périphérie de Tsiroanomandidy cherchant à fuir l'insécurité rurale. Les potentialités agro-pastorales de Tsiroanomandidy sont moins attrayantes pendant les périodes troublées par les vols de zébus.

Les migrants potentiels sont souvent informés des conditions d'accueil par des réseaux sociaux de migrants. Des liens communautaires sont mobilisés par le migrant pour faciliter son installation dans le lieu de destination. De la diffusion d'informations sur les possibilités d'accès à la terre ou sur les chances de trouver un emploi à l'assistance matérielle dans l'hébergement des nouveaux arrivants ou la prise en charge de leur déplacement, l'aide fournie par les relations du migrant n'est pas négligeable dans le choix de sa destination et l'aboutissement de son projet migratoire. Les réseaux sociaux sont essentiels dans la conduite du projet migratoire (RAKOTONARIVO, 2007). En dehors du support apporté par les réseaux de connaissances, les projets migratoires ne sont aucunement accompagnés.

Conclusion : un rééquilibrage territorial ou l'utopie migratoire ?

Des migrations existent, mais selon des modalités et des volumes insuffisants pour présenter une opportunité de sortie de « l'impasse démo-économique ». Un changement d'échelle et un vrai rééquilibrage territorial supposeraient qu'une

¹⁶⁵. Sur l'effet de l'insécurité en milieu rural, on peut consulter le chapitre 2 de cet ouvrage.

politique publique volontaire et adaptée soit mise en œuvre en termes d'aménagement. Les migrations, quelles que soient leurs modalités, sont essentiellement des mouvements spontanés, sans implication réelle de l'État pour leur encadrement ou leur accompagnement. Par exemple, l'État n'intervient pas dans le déplacement journalier des paysans qui vont se salarier à Ambatolampy-ville. De même, les déplacements vers Tsiroanomandidy relèvent de la décision et de l'organisation personnelle ou sociale des migrants, et non d'une quelconque incitation publique. Pour autant, les migrations des ruraux vers d'autres zones rurales ou des zones urbaines (Ambatolampy ou Tsiroanomandidy) existent, même si elles ne sont pas toujours définitives. Elles montrent, à l'instar de ce qui a pu être observé ailleurs à Madagascar ou plus largement en Afrique, que de nombreux ménages ont « un pied en ville et un pied au village » (COUR, 2004).

Madagascar est encore peu urbanisée et les migrations définitives vers les villes, grandes ou moyennes, pourraient s'accélérer dans les années à venir : si l'arrivée de migrants dans les villes est anticipée et bien gérée, elle peut avoir des conséquences positives sur le développement économique de la Grande Île¹⁶⁶. L'urbanisation permet d'offrir à un grand nombre d'individus des services difficilement accessibles lorsque les populations sont isolées ou dispersées (eau potable, électricité, écoles, centres de santé, etc.). À l'inverse, plusieurs expériences africaines ont montré que la migration vers les villes non contrôlée était souvent synonyme de grande pauvreté, de la multiplication des logements insalubres et des actes de violence. En ne consacrant pas les moyens indispensables pour faire face à une urbanisation rapide, on en aggrave les effets pervers (COUR, 2004).

La mobilisation du levier migratoire pour pallier des situations de saturation démo-économique n'est pas une idée nouvelle. Régulièrement, à Madagascar comme ailleurs, des projets migratoires ont été pensés comme un moyen de rééquilibrage territorial et économique, mais force est de constater que rares sont les projets migratoires d'ampleur significative qui aient été jugés réussis. En réalité, malgré l'évidence de la solution, la mise en œuvre de projets migratoires reste très délicate et l'expérience démontre une difficulté de l'accompagnement de ces dynamiques par le politique.

Références

APB CONSULTING
2007 – *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase : synthèse nationale Madagascar.*
Rural Struc, World Bank,

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,,menuPK:311690~pagePK:146732~piPK:64087638~theSitePK:258644,00.html>

¹⁶⁶. Voir le chapitre 3 de cet ouvrage.

COUR J. M.

2004 – Peuplement, urbanisation et transformation de l'agriculture : un cadre d'analyse démo-économique et spatial.

L'alimentation des villes

— *Cahiers d'études et de recherches francophones/Agricultures*, 13 (1) : 158-165.

DABAT M. H., GASTINEAU B., JENN-TREYER O., ROLLAND J. P., MARTIGNAC C., PIERRE-BERNARD A.

2008 – L'agriculture malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique ? *Autrepart*, 47 : 181-194.

FAUROUX E.

1989 – Une étude pluridisciplinaire des sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 25 (4) : 489-497.

GASTINEAU B., RAKOTOSON L.

2006 – L'évolution de la population à Madagascar. *Tsingy*, 4 : 23-36.

GASTINEAU B., RAKOTOSON L.

2008 – « Population et espace rural à Madagascar ». In Sandron F. : *Le foncier à Madagascar*, CITE/Karthala : 146-163.

HOERNER J. M.

1982 – Les vols de bœufs dans le Sud malgache. *Madagascar Revue de Géographie*, 41 : 85-106.

IMES

2005 – *Élaboration du plan simplifié d'urbanisme de Tsiroanomandidy*. Ingénierie et aménagement de l'espace (Imes), rapport, 136 p.

INSTAT

1997 a – *Recensement général de la population et de l'habitat 1993 – État de la Population, Tome 2*. Antananarivo, Institut national de la statistique, 75 p.

INSTAT

1997 b – *Recensement général de la population et de l'habitat 1993 – Migration, Tome V*. Antananarivo, Institut national de la statistique, 133 p.

INSTAT

2006 – *Enquête périodique auprès des ménages 2004, Rapport principal*.

Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Institut national de la statistique, 187 p.

INSTAT

2008 – *Population-démographie*. Direction nationale de la statistique, www.instat.mg, 5 août 2009.

LE BOURDIEC F.

1978 – *Hommes et paysages du riz à Madagascar*. Antananarivo, FTM, Étude de géographie humaine, 646 p.

MAEP

2006 – *Recensement général de l'agriculture 2004-2005*. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Madagascar.

MAEP, UPDR

2004 – *Monographie de la région Analamanga*. Antananarivo, ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Unité Politique Développement Rural, 72 p.

OMRANE M.

2007 – *Transmission de la terre, logiques socio-démographiques et ancestralité au sein d'une population rurale des Hautes Terres de Madagascar*. Thèse doct., univ. Paris Descartes, 296 p.

RAISON J-P.

1984 – *Les Hautes-Terres de Madagascar*. Paris, Karthala, 1 286 p.

RAKOTONARIVO A.

2007 – *Organisation familiale et communautaire de la migration et transferts migratoires dans les Hautes Terres de Madagascar*. Colloque Jeunes Chercheurs en démographie, Cerpos, Nanterre, 25 au 26 octobre.

RAMIALISON Z. L.

2008 – *Les migrations à Madagascar. Contribution à l'analyse des connaissances*. Mémoire de fin d'études, DEA Population et Développement, université catholique de Madagascar, 97 p.

RAMIANDRASOA F.

1975 – *Atlas historique du peuplement de Madagascar*. Antananarivo, FTM.

RATSIMANDRATA C.

1982 – La dynamique urbaine de Tsiroanomandidy, capitale du Bongolava. *Madagascar Revue de Géographie*, 41 : 41-84.

RAZAFIMANJATO J.,

RANDRIAMANJAKOSOA J. H., RABEZA V.,

RAKOTONDRAJAONA N., ALLMAN J.

2001 – La situation démographique à Madagascar. *Population*, 56 (4) : 657-668.

SAUVY A.

1962 – La République de Madagascar : population, économie et perspectives de développement. *Population*, 3 : 443-458.

UNITED NATIONS

2004 – *World Population Prospect*

– *The 2002 Revision, Volume III, Analytical*

Report. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Éditeurs scientifiques

Bénédicte Gastineau Flore Gubert Anne-Sophie Robilliard François Roubaud

Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement



Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement

Éditeurs scientifiques

Bénédicte GASTINEAU, Flore GUBERT,
Anne-Sophie ROBILIARD, François ROUBAUD

IRD Éditions

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Marseille, 2010

Préparation éditoriale

Yolande Cavallazzi

Mise en page

Bill Production

Correction

Corinne Lavagne

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Pierre Lopez

Coordination, fabrication

Catherine Plasse

Photo de couverture

Gret/J.-P. Rolland

« Sur la route d'Ilakaka (Madagascar, 2005) ».

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© **IRD, 2010**

ISBN : 978-2-7099-1682-0